

INTITULE DU POSTE ⁽¹⁾**Adjoint(e) au sous-directeur des conditions de travail, de la santé et de la sécurité au travail (DGT)****Référence RIME Répertoire Interministériel des Métiers de l'Etat**Domaine fonctionnel ⁽³⁾ : Pilotage et animation des services et des grands projetsMétier ou emploi-type ⁽⁴⁾ : Adjoint au sous-directeur – FPEEPP04 – Cadre d'équipe dirigeante**FICHE DESCRIPTIVE D'EMPLOI****Fiche N°**
(DGT-CT-2015-04-A)

Catégorie : Encadrement supérieur

Cotation, s'il y a lieu ⁽⁵⁾ :

Corps et grade : Administrateur civil ou directeur du travail

Poste vacant : Oui

Date de mise à jour :
28-01-2015)Date de prise de poste souhaitée : 1^{er} avril 2015**LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE**

Direction : Direction Générale du Travail

Sous-direction des conditions de travail, de la santé et de la sécurité au travail

Sites : Javel (39-43, quai André Citroën – PARIS 15^{ème} – Métro : Javel-André Citroën (ligne 10) ou RER C : Javel**DESCRIPTION DU BUREAU OU DE LA STRUCTURE****Missions de la structure :**

La sous-direction des conditions de travail, de la santé et de la sécurité au travail est chargée de l'élaboration, du suivi et de la mise en œuvre des orientations, des règles et plans d'action en matière d'amélioration des conditions de travail, de prévention et de protection des salariés contre les risques professionnels, en concertation avec les partenaires sociaux et dans le respect des règles communautaires.

Elle est composée des bureaux :

- CT1 – Politique et acteurs de la prévention
- CT2 – Risques chimiques, biologiques et physiques
- CT3 – Equipements et lieux de travail

La sous-direction élabore, met en œuvre et évalue la politique française ayant pour objet d'améliorer les conditions de travail et de prévenir les risques professionnels au moyen notamment de réglementations et de plans d'action. Son activité est marquée par l'influence de l'Union européenne en ce domaine, et par une concertation très poussée avec les partenaires sociaux : - via le Comité d'orientation pour les conditions de travail (COCT) dont elle assure l'animation - dans un cadre fortement interministériel.

Au plan interne, elle veille à la coordination des acteurs nationaux de la prévention, développe une politique d'animation des services déconcentrés du ministère - à travers une programmation annuelle prioritaire et divers réseaux spécialisés - et définit les axes de développement des études et recherches destinées à faire progresser les conditions de travail et la connaissance des risques

professionnels.

Elle assure la tutelle de 2 établissements publics, l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) et l'Agence de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) et un pilotage étroit de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

Elle dresse, chaque année, un bilan des conditions de travail en France.

Au plan communautaire, elle négocie, transpose, fait appliquer et évalue les textes européens. Elle participe aux travaux de multiples réseaux (Luxembourg /Bilbao/ Dublin...) Il en est de même au plan international avec les travaux au sein, en particulier, de l'OIT.

Elle apporte son concours à la mission de coopération internationale du ministère.

La sous-direction est composée par 3 bureaux :

■ Bureau de la politique et des acteurs de la prévention (CT 1)

Le bureau est chargé d'une mission transversale au sein de la sous-direction. Il s'organise autour de deux pôles.

■ Pôle 1 – Politique générale de la prévention des risques professionnels :

Ce pôle impulse et conduit la politique de la prévention des risques professionnels, dans une démarche partenariale, formalisée dans le Plan santé au travail. Pour ce faire, il assure une veille des problématiques en santé au travail par l'exploitation des données disponibles - notamment celles transmises par la CNAMTS ou la DARES, en conduisant des études ou en suscitant des travaux de recherche.

Il revient ainsi au pôle d'assurer la cohérence et la dynamique de la politique d'amélioration des conditions de travail en procédant au suivi des actions menées dans le cadre du Plan santé au travail et en établissant des bilans d'étape soumis à la concertation des partenaires sociaux, notamment. Il est également responsable de l'animation du réseau des référents des Plans régionaux de santé au travail, qui font l'objet d'une concertation au niveau des Comités régionaux de prévention des risques professionnels, et de la centralisation et du suivi des actions menées en régions.

Le pôle 1 définit la politique de prévention de la pénibilité au travail. Il accompagne en outre les acteurs de l'entreprise dans la mise en œuvre des législations et réglementations en matière d'amélioration des conditions de travail et de prévention des risques professionnels, en particulier par l'appui apporté à la négociation et l'alimentation du site internet www.travailler-mieux.gouv.fr. Ces activités sont menées en lien avec la politique d'allongement de la vie professionnelle, en particulier par la promotion de la qualité des emplois des seniors et de la qualité de vie au travail.

La tutelle stratégique et budgétaire des deux opérateurs du programme 111 « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail », l'ANACT et l'ANSES, est également exercée par le pôle.

Très impliqué dans la conduite des actions internationales (OIT/BIT) et surtout européennes (animation des réseaux européens, participation à l'élaboration et à la diffusion des normes, suivi de la transposition des directives communautaires...), son activité nationale de pilotage et de suivi stratégique de la santé et de la sécurité au travail en fait un pivot de la concertation et de la coordination avec les acteurs concernés (partenaires sociaux, autres départements ministériels, agences et organismes experts), dans une démarche d'approche transversale, aujourd'hui essentiellement tournée vers l'atteinte d'objectifs prédéfinis : plans d'actions gouvernementaux, programmes LOLF... Le pôle 1 participe ainsi activement aux divers réseaux européens (Agence de Bilbao, Comité de Luxembourg).

Il traite les dossiers juridiques et financiers d'intérêt commun, assure la gestion du COCT et coordonne la réalisation des évaluations et bilans.

Enfin, le pôle 1 est en charge du traitement des questions liées aux risques psycho-sociaux et au harcèlement moral, mais également à la qualité de vie au travail. Il participe, en lien étroit avec le service de l'animation territoriale, à l'accompagnement de l'action des services déconcentrés dans ce domaine.

■ Pôle 2 – Acteurs et organisation de la prévention en entreprise

Ce pôle a une fonction de veille en milieu de travail et de pilotage de la mise en œuvre concrète de la prévention des risques professionnels au sein de l'entreprise impliquant tous les acteurs (obligations de l'employeur, instances représentatives du personnel en matière de santé et sécurité, droits individuels des salariés).

Il définit les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement des services de santé au travail dans le cadre de la réforme de la médecine du travail adoptée en juillet 2011 par le Parlement. Le pôle 2 assure le pilotage et le suivi de la mise en œuvre de cette réforme (élaboration des textes normatifs, réponses aux questions, collaboration avec la branche AT-MP dans le cadre de la contractualisation DIRECCTE-CARSAT-Service de santé au travail). Il accompagne ainsi les services déconcentrés du ministère, en lien avec le service d'animation territoriale, et notamment l'inspection médicale du travail et de la main d'œuvre, mais aussi les différents acteurs concernés.

Le pôle 2 pilote les dispositifs spécifiques à certaines activités (risques technologiques, co-activité, ...) ou à certaines catégories particulières de travailleurs (jeunes, travailleurs handicapés, femmes enceintes, ...) et veille à la cohérence des dispositions propres à certains secteurs (fonctions publiques, agriculture, transports, ...) ou à certaines activités ou régimes particuliers.

Ce pôle est également chargé de l'instruction des recours hiérarchiques et contentieux relatifs, notamment, aux décisions prises par les inspecteurs du travail en matière de composition des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), d'aptitude ou d'inaptitude professionnelle pour des raisons médicales, de licenciement de médecins du travail, de dérogations à l'affectation de jeunes à des travaux dangereux, d'agrément de services de santé au travail.

A ce titre, il anime et coordonne la préparation et le suivi de la stratégie pluriannuelle du ministère et participe, avec le service d'animation territoriale (SAT) de la direction, à la définition des actions prioritaires de l'inspection du travail en matière de santé et de sécurité au travail. Il participe à la collecte et au traitement d'un système de données (études, statistiques, enquêtes).

Il établit les règles et évalue leur application, en matière de droits collectifs et individuels des salariés propres aux conditions de travail (CHSCT, droits d'alerte, de retrait, d'évaluation des risques ...) et de situations particulières comme les entreprises à haut risque technologique. Il impulse des actions de communication à caractère généraliste ou des mesures d'aide, destinées à faire progresser les conditions de travail.

■ Bureau des risques physiques, chimiques et biologiques (CT 2)

Le bureau élabore la politique des conditions de travail dans le domaine de la prévention et de la réparation des risques pour la santé en milieu de travail, en liaison avec les instances européennes et avec les autres directions ou départements ministériels concernés (santé, sécurité sociale, environnement, industrie, agriculture...). Il assure, avec les représentants des milieux scientifiques, la concertation et la liaison avec les représentants professionnels. Il contribue à l'actualisation de cette politique par des actions de veille et d'anticipation, renforçant la diversité et la fiabilité de l'expertise scientifique. Il coordonne l'application des règles et leur contrôle par l'inspection du travail.

■ En matière de prévention, il couvre les domaines suivants :

Risques chimiques (stratégies de prévention, valeurs limites, mise sur le marché, classification et étiquetage des produits) ; à titre d'exemple, le bureau pilote le dossier de l'amiante ;

Risques physiques (bruit, vibrations mécaniques et électromagnétiques, travaux hyperbares, écrans de visualisation...) et risques nucléaires (principes de radioprotection, suivi dosimétrique) ;

Risques biologiques (classification des agents biologiques pathogènes, mesures de confinement...) ;

■ En matière de réparation, le bureau élabore les tableaux de maladies professionnelles (création et modification de tableaux définissant les conditions d'indemnisation, en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques), en liaison avec la direction de la Sécurité sociale et participe à la mise en œuvre de dispositifs spécifiques (cf. ceux relatifs à l'amiante – par exemple le fonds pour la cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - FCAATA).

L'activité du bureau est fortement marquée par la politique européenne et par la gestion de nombreuses directives (négociation, transposition, application). Elle exige, en amont, soit la participation du bureau aux travaux de la Commission européenne et aux groupes de travail du Conseil de l'Union, soit la coordination des experts français.

■ Bureau des équipements et lieux de travail (CT3)

Le bureau assure la conception et la mise en œuvre de la politique (nationale et européenne) relative à la conception et l'utilisation des équipements de travail et des équipements de protection individuelle. A cette fin :

Il établit la réglementation portant sur ces équipements ou couvrant des risques spécifiques (électricité,...).

Il impulse des actions de surveillance du marché des équipements - dans le cadre national et européen - auprès des instances communautaires, interministérielles ou techniques.

Il assure le suivi des travaux de normalisation technique dans les domaines précités.

Il assure la gestion et le suivi des organismes (de vérification ou de contrôle) agréés et habilités, dans ce domaine.

Le bureau est également chargé des risques spécifiques du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Il veille au développement de la fonction de coordination de sécurité.

Il traite, également, des risques spécifiques à l'utilisation des locaux : manutention, circulation, incendie, explosion, etc... , et de la conception des lieux de travail (intégration de la santé/sécurité).

Il est en charge du pilotage des relations avec l'OPPBTP (Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics) et de son réseau régional.

DESCRIPTION DU POSTE

Encadrement : Oui

Nombre de personnes à encadrer (répartition par catégorie) : La sous-direction s'appuie sur un effectif d'environ 55 agents, répartis en 3 bureaux. Compte tenu de son champ d'application, les équipes de la sous-direction associent des profils administratifs (attachés d'administration centrale, en majorité), techniques (ingénieurs et techniciens de diverses disciplines) et de contrôle (inspecteurs du travail).

Activités principales ⁽⁷⁾ :

L'adjoint au sous-directeur est chargé de 2 types de fonctions :

- Il est associé de manière transversale à l'ensemble des questions entrant dans le champ de la sous-direction. A ce titre, il assure les fonctions suivantes :

- il assiste le sous-directeur, en liaison avec les chefs de bureau, dans l'animation de la sous-direction et le pilotage de son activité;
- il pilote et coordonne des projets transversaux entrant dans le champ des missions de la sous-direction ou portant sur l'organisation de la sous-direction ;
- il assure, en alternance avec le sous-directeur, la représentation de la direction dans des manifestations extérieures (colloques, interventions dans le cadre communautaire...).

Il assure l'intérim du sous-directeur en cas d'absence de celui-ci.

- En fonction de son profil personnel (compétences, expérience...) et de sa pratique, il prend en charge des dossiers spécifiques confiés par le sous-directeur. Il assure dans ce cadre un pilotage spécifique et apporte un niveau d'expertise particulier sur ces dossiers.

Activités annexes ⁽⁷⁾ :

Partenaires institutionnels ⁽⁸⁾ : Très nombreux partenaires institutionnels (autres ministères, agences et opérateurs de la prévention des risques professionnels, partenaires sociaux...) tant au plan national qu'europpéen

Spécificités du poste / Contraintes ⁽⁹⁾ :

Disponibilité pour des déplacements auprès d'instances européennes (Luxembourg, Bilbao, Bruxelles, Dublin).

PROFIL SOUHAITE

Compétences requises sur le poste : On se reportera aux compétences attendues dans les fiches des emplois types du répertoire ministériel (à défaut RIME)

Connaissances ⁽¹⁰⁾ E : expert / M : maîtrise / A : application / N : notions	Niveau de mise en œuvre			
	E	M	A	N
Connaissances en matière de santé et de sécurité au travail		x		
Connaissance de l'environnement institutionnel et des entreprises		x		
Connaissances juridiques		x		

Savoir-faire ⁽¹⁰⁾ E : expert / M : maîtrise / A : application / N : notions	Niveau de mise en œuvre			
	E	M	A	N
Capacités d'analyse et de synthèse	x			
Capacités d'encadrement et d'animation	x			
Aptitudes au dialogue et à la négociation	x			
Capacités en matière de conduite de projet		x		

E - L'agent doit savoir agir dans un contexte complexe, faire preuve de créativité, trouver de nouvelles fonctions, former d'autres agents et être référent dans le domaine

M - L'agent met en œuvre la compétence de manière régulière, peut corriger et améliorer le processus, conseiller les autres agents, optimiser le résultat

A - L'agent doit savoir effectuer, de manière occasionnelle ou régulière, correctement les activités, sous le contrôle d'un autre agent, et savoir repérer les dysfonctionnements

<i>N - L'agent doit disposer de notions de base, de repères généraux sur l'activité ou le processus (vocabulaire de base, principales tâches, connaissance du processus, global...)</i>
Savoir être nécessaire ⁽¹¹⁾
Grand sens de l'ouverture et de la négociation, requis par le dialogue avec les partenaires sociaux et acteurs institutionnels – nationaux ou communautaires, notamment – et des interlocuteurs techniques
Discernement et pragmatisme dans l'analyse des problématiques et des positions des acteurs ; aptitude à assurer l'interface entre les domaines techniques, juridiques et politiques.
Sens collectif et goût du travail en équipe.
Aptitude à l'initiative, associée à une formalisation et un suivi très méthodiques.

Expérience professionnelle ⁽¹²⁾
Une expérience professionnelle dans le champ de la santé au travail est un plus.

FORMATION
Formations prévues dans le cadre de l'adaptation au poste de travail (T1)
1
2
3
Autres formations utiles au poste
1
2

Durée d'affectation souhaitée sur le poste ⁽¹³⁾ : 3 ans
--

CONTACTS ⁽¹⁴⁾
Yves STRUILLLOU Directeur général du travail – 01 44 38 25 01
Olivier TOCHE Chef du service des relations et des conditions de travail - 01 44 38 25 04
Bénédicte LEGRAND-JUNG Sous-directrice des conditions de travail, de la santé et de la sécurité au travail – 01 44 38 26 41
Candidature à adresser en copie à : dgt-recrutement@travail.gouv.fr